



Zahir Battache, spécialiste en droit du travail

«Le développement de la ressource humaine, gage d'un avenir meilleur»

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Plusieurs quintaux saisis à Naâma, Béchar, Biskra et Ghardaïa

## L'Algérie face à l'afflux de la drogue au Sud

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4944 - Dimanche 1<sup>er</sup> décembre 2019 - Prix : 10 DA

Suite à l'appel de l'UGTA

## Marche contre l'ingérence étrangère et pour les élections



Page 2

### L'unanimité dans le rejet

Par Mohamed Habili

**S**i la résolution sur l'état des libertés en Algérie a été adoptée par le Parlement européen jeudi dernier à une grande majorité, en réalité par une forêt touffue de mains levées, son rejet en Algérie l'a été quant à lui à une indéniable unanimité. Il ne s'est trouvé personne en tout cas dans le pays pour s'en réjouir, et encore moins pour y aller d'un mot de remerciement pour ses initiateurs. Ceux des Algériens qui auraient pu s'attirer le soupçon ne serait-ce que de complaisance à son endroit ont pris un soin particulier non seulement à s'en distancer, mais à la dénoncer, et en des termes que n'auraient pas désavoués leurs adversaires politiques les plus intimes. Il semble même que ce soit des rangs mêmes des manifestants de ce dernier vendredi que sont sorties les volées de bois vert les plus drues, les mieux assénées, les mieux envoyées. Cela dit, il ne faut pas être naïf, il a dû y avoir des hirakistes, comme ils se nomment eux-mêmes, et peut-être en bon nombre, pour se féliciter au fond d'eux-mêmes de ce que les Européens ne les aient tout de même pas complètement oubliés. On le sait de façon certaine parce qu'à la veille de l'adoption de la résolution européenne, il n'a pas manqué de commentaires pousse-au-crime dans les médias en pointe dans le soutien à la manifestation hebdomadaire passée dans les mœurs, ou quasiment. Le signaler ne vise pas à mettre en doute leur sincérité dans le rejet de l'ingérence extérieure. Ce serait plutôt l'inverse, car quel mérite aurait un non-hirakiste de s'indigner en l'occurrence? Aucun.

Suite en page 3

## Au quatorzième jour de la campagne électorale

# Le rejet de l'ingérence domine les discours des candidats



PH/D. R.

La résolution votée par le Parlement européen sur la situation des libertés en Algérie a été saisie par les cinq candidats à la présidentielle du 12 décembre pour appeler le peuple à la mobilisation et à une forte participation au prochain scrutin comme riposte à cette Institution. Lire page 2

Houda Imane Faraoun évoque des bénéfices de 15 milliards de DA

## Algérie Poste se projette dans le tout numérique

Page 4

Avant-première au Liberia

## «Hell's Gate», un film sur l'époque de l'épidémie Ebola

Page 13

Au quatorzième jour de la campagne électorale

# Le rejet de l'ingérence domine les discours des candidats

■ La résolution votée par le Parlement européen sur la situation des libertés en Algérie a été saisie par les cinq candidats à la présidentielle du 12 décembre pour appeler le peuple à la mobilisation et à une forte participation au prochain scrutin comme riposte à cette Institution.

Par Louiza Ait Ramdane

Les postulants à la magistrature suprême ont rejeté à l'unanimité toute ingérence dans les affaires internes de l'Algérie. Le candidat Ali Benflis a salué hier, l'élan populaire enregistré à travers les différentes wilayas du pays pour exprimer le rejet des Algériens de toute ingérence étrangère dans leurs affaires internes. Le prétendant à la magistrature suprême a réitéré son rejet de la résolution votée par le Parlement européen sur la situation des libertés en Algérie, la qualifiant d'«ingérence flagrante dans les affaires internes». Lors d'un meeting populaire dans la wilaya de Sétif, le candidat du parti Talaie El Houriyet, a déclaré : «Je salue l'élan du peuple algérien qui est sorti dans toutes les wilayas afin d'exprimer son rejet de toute immixtion étrangère dans les affaires intérieures du pays». Il a appelé, en outre, à parachever le processus enclenché en février dernier par le mouvement populaire, qui a permis l'éviction de la bande, avec l'accompagnement de l'Armée. Pour lui, «seule la présidentielle pourra éradiquer l'influence persistante des résidus de la bande. Une présidentielle dont le peuple sera "le décideur"».

Pour le candidat Azzedine Mihoubi, «aucun pays n'a le droit de s'immiscer dans les affaires algériennes. Ainsi, il a précisé que le peuple algérien a exprimé son rejet de l'intervention étrangère de la part du Parlement européen». Lors d'un meeting animé dans la wilaya de Chlef, le candidat du Rassemblement national démocratique (RND) a affirmé que «le citoyen est le seul qui a le droit de décider de son propre destin en choisissant son nouveau président, à travers les urnes». Il a ajouté que «tous les Algériens s'entendent sur une même position: rejeter l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures du pays», soulignant que «le 12 décembre, nous leur apporterons la réponse en participant massivement au scrutin».

Le candidat Abdelkader Bengrina a également exprimé hier, son rejet de l'ingérence étrangère dans les affaires internes de l'Algérie. «Le peuple algérien refuse de recevoir des leçons ni de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Algérie», a-t-il déclaré dans un meeting animé dans la wilaya de Constantine. Le candidat du Mouvement El Bina, a condamné l'ingérence flagrante du Parlement européen en Algérie, saluant les marches organisées hier, pour exprimer le refus des Algériens de l'ingérence étrangère. Le candidat à l'élection



présidentielle a évoqué aussi plusieurs problèmes dont souffre l'Algérie, promettant de trouver des solutions adéquates, une fois élu président de la

République. Le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune a dénoncé toute ingérence du Parlement européen dans les affaires intérieures de l'Algérie,

invitant cette Institution à s'intéresser, plutôt, «aux crimes sauvages et inhumains perpétrés quotidiennement à l'encontre des Palestiniens innocents».

Suite à l'appel de l'UGTA

## Marche contre l'ingérence étrangère et pour les élections

La marche d'hier était enrobée d'une atmosphère glaciale entre les opposants à l'élection présidentielle qui ont entamé avant-hier leur dixième mois de protestation et ceux qui ont gagné la rue hier pour la première fois à Alger, afin de dénoncer l'ingérence étrangère mais aussi pour exprimer leur soutien à l'élection présidentielle.

En réponse à l'appel national de l'Union générale des travailleurs algériens pour l'organisation le 30 décembre à Alger, d'une marche de dénonciation et du rejet de «l'ingérence étrangère» ainsi que le soutien aux élections prévues pour le 12 décembre, un groupe de manifestants «travailleurs» venus des quatre coins du pays ont participé à cette marche. Dès 9h du matin, des manifestants se sont rassemblés devant le siège de l'Union générale des travailleurs algériens. Ils se sont ensuite dirigés vers la Grande poste en passant devant le CHU Mustapha-Pacha puis en empruntant la rue Hassiba Benbouali. Cette marche a été encadrée «pacifiquement» par un important dispositif sécuritaire. Les participants à cette première marche ont scandé des slogans rejetant l'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays et



appelé à la préservation de l'intégrité nationale et au resserrement des rangs, afin de «faire face aux tentatives de déstabilisation de l'Algérie». On pouvait lire sur les pancartes «la li tadhakoul el ajnabi» (non à l'ingérence étrangère) ou encore (l'ingérence étrangère a détruit des pays, on ne veut pas de l'Union européenne dans notre pays). En outre, ces manifestants, renforcés par ceux venus de différentes villes du pays, à savoir

Djelfa, Annaba, Souk Ahras, Bouira... transportés la veille par bus, ont exprimé leur soutien à l'Armée nationale populaire pour son accompagnement des revendications du peuple scandant «djich chaab khawa khawa» (l'armée et le peuple sont des frères). Ils ont aussi souligné l'importance de la participation massive à l'échéance présidentielle du 12 décembre prochain, «en vue de mettre en échec les plans des comploteurs contre

Évoquant la question de la jeunesse, il a estimé que la sécurité et la stabilité du pays étaient tributaires du prompt passage du flambeau aux jeunes et de la forte participation au scrutin. Le prétendant à la magistrature suprême a appelé à une forte participation à la prochaine échéance électorale afin de préserver cette stabilité et la cohésion du peuple et éviter les dérapages et les retombées des périodes de transition.

Pour le candidat Abdelaziz Belaid, «les mercenaires du Parlement européen ne pourront pas réaliser ce qu'ils veulent». Le candidat du Front El-Moustakbel, a refusé toute ingérence étrangère dans les affaires internes du pays. Commentant la réunion du Parlement européen, il a déclaré : «Les mercenaires du Parlement européen ne pourront rien faire parce que le peuple algérien est uni». Il a souligné que «les problèmes internes de l'Algérie ne concernent que l'Algérie». Dans le même contexte, il a ajouté que «l'Algérie a obtenu son indépendance et n'acceptera pas une ingérence étrangère qui œuvre à briser l'économie nationale».

L. A. R.

l'Algérie et de ses ennemis, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur». Ils ont brandi des banderoles où on pouvait lire (le 12 décembre sera un rendez-vous avec l'Algérie et on sera au rendez-vous) (pour une Algérie libre et démocratique, pour un président qui redressera la situation dans le pays, on votera). Dans une déclaration en marge de cette marche, le secrétaire général de l'UGTA, Salim Labatcha, qui a depuis le début exprimé son soutien à l'organisation de l'élection présidentielle, a affirmé que «les forces étrangères hostiles à l'Algérie n'ont pas apprécié le caractère pacifique du Hirak populaire», ce qui les a poussés à recourir à «la politique de provocation à l'encontre du peuple algérien». L'Algérie vit «une profonde mutation démocratique et s'appête à organiser une importante échéance présidentielle qui aboutira au choix d'un président pour le pays, de manière transparente et régulière», a-t-il ajouté. Enfin, notons que durant cette marche, des opposants à l'organisation de l'élection présidentielle ont exprimé leur désaccord. Des policiers en civil ont donc procédé à des arrestations et des interpellations.

Thinhinene Khouchi



Zahir Battache, spécialiste en droit du travail

# «Le développement de la ressource humaine, gage d'un avenir meilleur»

■ Dans cet entretien accordé au «Jour d'Algérie», Zahir Battache, Consultant en communication et auteur spécialisé de plusieurs ouvrages en droit du travail et gestion de la ressource humaine (GRH), déplore la marginalisation de la compétence en milieu de travail et met en exergue l'importance d'une bonne gestion des RH, enjeu majeur pour le développement de la dimension sociale de la productivité.

Par Lynda Naili

**Le Jour d'Algérie :** On assiste, ces dernières années, à une transformation de fond en matière de GRH. Quels en sont les enjeux ?

**Zahir Battache :** La gestion des ressources humaines a connu ces dernières années une transformation inégale partout dans le monde, aussi bien sur le plan des règles que sur le plan de la démarche globale. Certes, les nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'informatisation croissante y sont pour beaucoup, mais aussi dans la perception des choses où le capital humain revient en force et reprend sa place incontournable au cœur de l'organisation.

**Qu'en est-il pour l'Algérie face à la réalité d'une gestion des RH, qui n'est forcément pas des meilleures ?**

En Algérie malheureusement, l'aspect qualitatif est totalement négligé et nous sommes restés dans l'aspect quantitatif malgré les exigences de l'environnement évolutif de l'entreprise. Les compétences humaines porteuses d'avantages sont ainsi reléguées au second rang, que ce soit au niveau des staffs directeurs que des autres composantes de l'organisation. Un autre aspect déterminant est cet entêtement à faire de la médiocrité un exemple, ... le parachutage, le remplissage et surtout la marginalisation des compétences notamment dans le secteur public économique pourvoyeur de la quasi-totalité des richesses de ce pays souvent bradées.

**Bien souvent, notamment pour les primo demandeurs, les diplômés ornent les CV des jeunes mais ne les arment pas pour les pratiques requises. Pensez-vous que l'institution du baccalauréat professionnel**



PH. A. D. R.

**palliera cette défaillance ?**

A mon humble avis, la solution n'est pas dans le baccalauréat professionnel, du moins pour l'immédiat. L'urgence est dans le changement de la composante politique avant tout. Les politiques et les gestions menées jusque-là ont démontré leurs limites. L'instabilité économique, l'apparition de crises, la turbulence cyclique, nous poussent à revoir entièrement notre copie et établir de nouveaux modes de gestion qui ne trouveront de salut que si la restructuration commence d'en haut. La question emploi-chômage ne doit pas être citée dans un pays comme l'Algérie à la composante jeune, déterminée, sans parler

des richesses et d'autres potentialités qui pourront nous hisser au rang des pays développés.

**Comment se traduit la contribution des pratiques de GRH sur le développement de la productivité des travailleurs et donc des entreprises et administrations ?**

Vous touchez du doigt un point extrêmement important qui est la dimension sociale de la productivité. En effet, la productivité de chaque travailleur dépend essentiellement de la capacité des entreprises à conserver les talents et en attirer de nouveaux. Pour cela, l'Etat dans sa dimension éducative, scolaire et universitaire, représente le premier socle de cette démarche de formation et de préparation d'une ressource humaine outillée et adaptée, et aux entreprises du secteur public, les institutions et administrations publiques y compris celles du secteur privé d'investir davantage dans la mise à jour des compétences. Les employés ne voyant plus de possibilités de développement de leur carrière ont tendance à se désintéresser de leur travail.

**Justement. Vous effectuez**

**ces derniers mois une série de formations en la matière à travers le pays. Quels sont les domaines de formation les plus sollicités ?**

Malheureusement, tous les domaines, du moins je parle de ceux de mon domaine de prédilection qui est celui de la GRH ou du droit du travail en général. C'est un constat amer lorsque dans beaucoup de cas nous sommes encore dans les questions les plus élémentaires, ce qui signifie clairement le niveau de diminution que nous subissons. Une note d'espoir est quand même à retenir est celle de la prise de conscience de plus en plus grandissante des entreprises à intégrer cette dimension de développement et d'accompagnement de la composante humaine par la formation, avec en sus l'exigence de formateurs compétents et la prise en charge de plus en plus croissante aussi des travailleurs des deux sexes de leurs sorts en participant personnellement et sans recourir à leurs entreprises respectives dans ce besoin d'être outillés et formés en permanence. A mon sens, c'est l'expression du rejet du bricolage longtemps entretenu et la conscience de se pencher sur l'aspect qualitatif de la ressource humaine, condition sine qua non de l'épanouissement et de la pérennité des organisations

**Avant de vous investir dans la formation, vous avez été l'auteur de plusieurs ouvrages notamment en droit du travail. Parlez-nous de cette expérience et des raisons qui ont fait que vous avez opté pour ce genre d'écriture.**

Vous savez, on ne naît pas écrivain, contrairement à ce que pensent mes confrères, mais c'est la situation, l'environnement où nous évoluons qui nous pousse à prendre le bâton de pèlerin et d'essayer de porter, tant bien que mal, ne serait-ce qu'un brin de contribution au débat général. Le monde du travail, à l'instar de beaucoup d'autres domaines, a été négligé par ses propres acteurs et l'Etat à travers ses institutions multiples absentes dans l'encouragement de pareils travaux contributifs et académiques, notamment lorsque nous constatons que beaucoup d'argent doit être destiné à l'information juridique du citoyen mais se retrouve investi dans des revues et des sites glorifiant le premier responsable, combien même rattrapé par des affaires de corruption et se retrouve même derrière les barreaux. Il est temps de chan-

## LA QUESTION DU JOUR

### L'unanimité dans le rejet

Suite de la page une

**A**u contraire du hirakiste, qui lui pour se fendre d'une condamnation a dû peut-être se contraindre, se faire violence. Se dépasser. Prendre le dessus sur lui-même et sur son intérêt politique immédiat. Son patriotisme a été testé à cette occasion, et il s'est révélé à toute épreuve. Sauf, évidemment, à penser, que dans ce cas aussi il y a eu un partage des rôles : aux parlementaires européens la dénonciation des autorités algériennes, et à eux la dénonciation de la dénonciation. Ainsi, tout le monde en a pour son compte. Les parlementaires européens ont fait leur remontrance, qui leur tenait tellement à cœur, et leurs amis algériens, qui la leur demandaient non sans insistance, leur en ont fait après cela le reproche convenu, si bien qu'ils en ont empêché les avantages tout en évitant les inconvénients. Bien entendu rien ne prouve, matériellement en tout cas, que les deux bords se soient coordonnés de cette façon. Cette hypothèse souffre d'ailleurs d'une grande faiblesse. C'est qu'elle dresse en creux de l'Européen en général, et du parlementaire européen en particulier, un portrait plutôt peu ressemblant. Cette personne morale qui se dévoue à une cause algérienne, qui en cela accepte non seulement l'ingratitude en retour, mais la condamnation elle-même, est-elle seulement concevable ? On connaît le parlementaire européen condamnant, dénonçant, menaçant, tout en s'immisçant bien sûr, mais qui néanmoins ne se donne toute cette peine que pour être ensuite obéi ; mieux, que pour dicter la suite des événements. Le même mais qui accepte que ceux-là mêmes qui ont demandé son intervention se retournent contre lui, reste-t-il malgré cela dans l'ordre du possible ? Le doute est permis. Ou alors, il aura beaucoup changé depuis les années 1990, quand l'Algérie était en grande difficulté, menacée dans son existence, et que lui-même manœuvrait pour l'affaiblir davantage. C'est ce souvenir de lui qu'il a laissé dans l'esprit des Algériens qui explique finalement le mieux qu'ils aient été unanimes à dénoncer sa dernière ingérence.

M. H.

### Bio-express

Né le 28 juin 1969 à Seddouk, dans la wilaya de Béjaïa, Zahir Battache est diplômé en sciences de l'information et de la communication. Journaliste collaborateur à l'hebdomadaire «*Révolution et Travail*», organe central de la Centrale syndicale (UGTA), journaliste, auteur et producteur d'émissions radiophoniques traitant des questions liées au monde du travail sur les ondes de la Radio nationale, avant d'entamer une longue carrière dans le secteur du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle, la protection et Sécurité sociale. Une large carrière à l'Inspection du travail, consultant, formateur. Auteur d'ouvrages sur le monde du travail dont «*Le Grand manuel du droit du travail*», «*Lexique du droit algérien*», «*Le guide pratique sur les salaires*» et «*Le grand manuel du droit de la sécurité sociale*», tous parus aux éditions algériennes privées Berti.

L. N.

ger et de faire de cette visibilité du droit un droit. Mes ouvrages ne font que compenser cette absence de l'Etat et de la notion de service public en apportant aux travailleurs, partenaires sociaux, chefs d'entreprises et même aux pouvoirs publics des outils de développement de la ressource humaine et répondre aux multiples questions que pose le monde du travail en Algérie, gage d'un avenir meilleur pour le pays.

L. N.

Houda Imane Faraoun évoque des bénéficiaires de 15 milliards de DA

# Algérie Poste se projette dans le tout numérique

■ L'opérateur public Algérie Poste a réalisé des résultats bénéficiaires de 15 milliards de DA, lui permettant, ainsi, de s'inscrire dans la modernisation, en finançant ses projets d'investissement dans le tout numérique, a affirmé le ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda Imane Faraoun, dans un entretien à l'APS.

Par Safia G.

«**A**près avoir subi un déficit de plus de 5 milliards de DA à la fin de 2014, Algérie Poste a réalisé des résultats bénéficiaires de 15 milliards de DA durant l'année qui lui permettront de financer ses projets d'investissement notamment dans le tout numérique», a-t-elle précisé, qualifiant de «positif» le bilan financier de l'entreprise. Elle a estimé qu'Algérie Poste est «en état d'équilibre financier», une position, a-t-elle dit, qui lui permet de s'inscrire dans la modernisation, notamment dans le commerce électronique, le paiement et dans les projets économiques d'avenir liés à la numérisation. «Le secret de ces résultats positifs réside dans l'utilisation du tout numérique. En introduisant la numérisation dans sa gestion interne et le changement de son système d'information par un nouveau plus sécurisé et plus performant, Algérie Poste a pu faire un usage complet des outils de la numérisation», a-t-elle ajouté.

Pour la ministre, «la modernisation du système d'AP a permis à cette entreprise de consolider les avoirs des citoyens et de fournir un service à moindre coût, ce qui a réduit ses dépenses et augmenté ses bénéfices», tout en notant qu'Algérie Poste a pu «améliorer» ses finances grâce au lancement de plusieurs services électroniques notamment de transfert d'argent et de rechargement téléphonique. Elle a fait savoir qu'Algérie Poste, qui enregistre 22 millions de comptes CCP actifs, a réalisé «plus de 900 milliards de DA d'avoirs créditeurs». «Durant les douze mois écoulés, les clients d'Algérie Poste ont retiré plus de 4 500 milliards de DA, dont plus de 700 milliards au niveau des GAB (guichets automatiques bancaires) déployés à travers le



territoire national», a-t-elle ajouté.

## Nouveaux services électroniques lancés prochainement

M<sup>me</sup> Faraoun a indiqué que, grâce à ces résultats, Algérie Poste a pu investir dans des projets numériques en lançant, prochainement, plusieurs services au profit de sa clientèle notamment celle détentrice de la carte monétique Edahabia. Trois de ces services seront lancés avant la fin de l'année en cours, à savoir «Sebakli» (avance sur revenu), qui permet aux porteurs de cartes Edahabia, ayant des virements à échéancier régulier, de demander auprès d'un bureau postal, une avance sur salaire. L'autre service est Fidarek, qui permet au personnel de la Poste d'assurer des prestations à domicile au profit des personnes aux besoins spécifiques et des retraités âgés, comme le retrait d'argent à domicile par TPE (terminal de paiement électronique). Ce service sera, dans une seconde phase, étendu aux personnes physiques et morales afin de générer des ressources supplémentaires à l'entreprise, a-t-elle fait savoir. Algérie Poste va lancer également le service Amanatic, qui consiste à acheminer et livrer des marchandises

dans le cadre de la politique d'Algérie Poste relative au e-commerce. D'autres services, en phase de test, seront, quant à eux, mis en place au cours de l'année 2020. Il s'agit du service de paiement via le QR Code (Quick Response Code) pour faire des achats au niveau de n'importe quel commerce en utilisant une application mobile d'Algérie Poste dédiée. «Il suffit d'avoir un smartphone et de lier sa carte monétique Edahabia à une application de paiement par QR code pour pouvoir l'utiliser. Le commerçant doit afficher, bien en vue, le QR Code du magasin pour permettre au client de le scanner depuis son téléphone mobile doté de l'application d'Algérie Poste. Le paiement se fera ainsi électroniquement», a-t-elle expliqué. Des discussions sont, de leur côté, menées avec des compagnies d'assurances comme la CAAR, la SAA et la CAAT pour lancer des services permettant aux clients de ces compagnies, détenteurs de la carte Edahabia, de pouvoir s'assurer au niveau des bureaux de poste. Il s'agit aussi de l'intégration, en 2020, des documents biométriques (carte nationale, permis de conduire et passeport) et du lecteur de carte sans contact sur le système d'information et livrer des marchandises

tent un moyen d'identification rapide, sûre et fiable, a-t-elle noté, ajoutant aussi qu'il est prévu d'exploiter les données biométriques, au niveau des bureaux de poste, en utilisant le Numéro d'identification national (NIN), pour la réalisation des opérations financières.

## L'épargne postale préalable à la création d'une banque postale

Interrogée, par ailleurs, sur le retard accusé pour le lancement du projet de création d'une banque postale en Algérie, la ministre a fait savoir qu'Algérie Poste, qui enregistre 22 millions de comptes CCP actifs, «ambitionne de lancer, dans une première phase, un nouveau produit en l'occurrence l'épargne postale, pour mettre en place, dans une seconde phase, une banque postale». M<sup>me</sup> Faraoun a expliqué que «la banque postale a été toujours avancée pour utiliser les avoirs des CCP dans le financement de l'économie». Toutefois, a-t-elle relevé, pour créer une banque, «il y a des préalables, dont celui de détenir un portefeuille bien défini, la formation du personnel, mais aussi la mise à niveau du réseau postal conformément aux normes mondiales». Elle a expliqué qu'Algérie Poste,

qui est une Epic (entreprise publique à caractère industrielle et commerciale), doit nécessairement changer de statut pour devenir une banque. Pour cela, il faut qu'elle se transforme en EPE (entreprise publique économique). «Mais déjà en tant qu'EPIC, Algérie Poste pourrait développer l'épargne postale pour en faire bénéficier les titulaires de comptes CCP. Ce sera, également, une opportunité pour les travailleurs d'Algérie Poste de se former dans ce créneau bancaire», a-t-elle encore expliqué. A signaler qu'Algérie Poste dispose d'un réseau de près de 4 000 agences déployées à l'échelle nationale. Sur un autre plan, M<sup>me</sup> Faraoun a indiqué qu'Algérie Poste, grâce à ses efforts dans le développement de ses infrastructures et l'amélioration des prestations de service, est devenue une référence dans la région représentant «34,4% du réseau postal africain et 29,2% du réseau arabe». La ministre a fait savoir que les employés d'Algérie Poste (plus de 27 500) viennent de bénéficier d'une augmentation de 14 % de leurs salaires et, en août dernier, plus de 6 800 employés ont bénéficié d'une promotion verticale.

S. G./APS

## Accidents de la route

### 6 morts et 5 blessés en 48 heures

#### Un mort et un blessé à Aïn Defla

Une personne est décédée et une autre a été blessée samedi à Aïn Defla dans un accident de la circulation survenu sur le chemin de wilaya (CW) n° 3, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. L'accident s'est produit à l'entrée de la commune de Ain Bouyahia (25 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya) lorsqu'un cyclomoteur a

Six personnes sont mortes et cinq autres ont été blessées dans huit accidents de la route, survenus à travers le territoire national durant les dernières 48 heures, selon un bilan publié samedi par les services de la Protection civile. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour prodiguer des soins de première urgence à 22 personnes incommodées par l'inhalation du monoxyde de carbone émanant

dérapé avant de percuter une personne qui marchait aux abords de la chaussée, causant le décès du conducteur (38 ans) et des blessures plus ou moins graves à la personne heurtée, a-t-on précisé. La personne décédée a été évacuée vers la morgue de l'hôpital de Sidi Bouabida (El Attaf) au moment où le blessé a, lui, été transféré vers la polyclinique d'El Abadia, a-t-on signalé.

R. N.



## Commerce extérieur

# Baisse sensible des importations de céréales

■ Les importations algériennes de céréales ont dépassé 2,11 milliards de dollar durant les neuf premiers mois de 2019, contre plus de 2,40 milliards dollars au cours de la même période en 2018, en baisse de plus de 12 %, a-t-on appris auprès de la direction générale des Douanes.

Par Salem K.

De janvier à septembre 2019, les importations des céréales, qui ont représenté 34,15 % de la facture globale des importations, ont enregistré ainsi une baisse de 290,34 millions de dollars, soit 12,06 %, selon les données statistiques de la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Cette tendance baissière des importations des céréales est appelée à se poursuivre dans le futur, encouragée par une importante production nationale réalisée durant la campagne 2018-2019, notamment pour l'orge et le blé dur. Elle est aussi le fruit des mesures prises par le gouvernement afin de rationaliser les importations notamment du blé tendre, a précisé la même source. Ces mesures ont permis de cerner les véritables besoins du marché

national en blé tendre, fixés à 4 millions de tonnes au lieu de 6,2 millions de tonnes qui étaient importées chaque année. Pour rappel, le gouvernement est déterminé à impulser et développer la filière céréalière pour assurer la sécurité alimentaire du pays et renoncer graduellement à l'importation, tout en ouvrant des perspectives d'exportation dans l'avenir. Cela a été souligné, le 4 novembre en cours, par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, lors d'une réunion interministérielle consacrée à l'examen du Programme de développement de la filière céréalière, notamment dans le Sud et les Hauts-Plateaux. De son côté, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, avait relevé, durant la même occasion, une «hausse considérable des niveaux actuels de la production», atteignant 56,3 millions de



PH.D.R.

quintaux. Le ministre a également évoqué l'impact «très positif» des mesures décidées par le gouvernement en matière de rationalisation des importations de céréales dans le cadre de la

régulation des importations et la préservation des réserves nationales en devise, citant notamment l'essor qualitatif qu'a connu la production du blé dur avec 32 millions de quintaux. S. K.

## Accord de libre-échange nord-américain

### Le négociateur mexicain prudent

Le négociateur commercial du Mexique s'est dit prudemment optimiste sur une finalisation prochaine du nouvel accord de libre-échange trilatéral (AEUMC) avec le Canada et les Etats-Unis, après avoir rencontré des responsables canadiens à Ottawa. L'AEUMC est une refonte de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) vieux de 25 ans, mais l'entrée en vigueur de ce nouvel accord modernisé est en attente du feu vert des démocrates américains, qui ont

la majorité à la chambre basse du Congrès aux Etats-Unis. «Si les amendements sont acceptables, (s'il s'agit d'améliorations, je ne vois pas pourquoi nous ne serions pas en train de nous serrer la main la semaine prochaine pour sceller l'accord», a dit Jesus Seade à la presse. «Je crois que c'est possible», a-t-il encore dit. Mais «si quelque chose de compliqué se présente et qu'il faut en discuter et que nous devons encore retourner vers les législateurs démocrates

(américains) et tout ça, alors ça pourrait prendre plus de temps et (aller) jusqu'à l'année prochaine». Plus tôt, M. Seade s'était entretenu avec le Premier ministre canadien Justin Trudeau et la vice-Première ministre Chrystia Freeland. «Nous savons qu'il y a encore un peu de travail en plus à faire», a dit M. Trudeau au début de la rencontre. Nancy Pelosi, cheffe des démocrates américains à la Chambre des représentants, négocie actuellement avec l'ad-

ministration Trump les modifications du texte portant sur le droit du travail, mais aussi des questions d'environnement et de mécanisme de règlement des différends. Des demandes qui concernent essentiellement le Mexique, les syndicats américains craignant une concurrence déloyale. Pour l'instant, seul Mexico a ratifié le texte. Le Canada a précisé qu'il ratifierait l'accord en même temps que les Etats-Unis.

Malek Y./APS

## Changes

### L'euro progresse un peu face au dollar dans un marché calme

L'euro s'appréciait légèrement face au dollar vendredi, dans un marché calme au lendemain de Thanksgiving, jour férié aux Etats-Unis. Vers 20h00 GMT (21h00 à Paris), l'euro grappillait 0,07 % face au billet vert, à 1,1017 dollar. Avant de remonter face au billet vert, l'euro était toutefois à son plus bas depuis la mi-octobre à 1,0981 dollar. Signe des échanges limités sur le marché des devises, la volatilité de la paire euro-dollar est tombée en cours de séance à un niveau jamais vu depuis la création de la monnaie unique. Malgré ses modestes gains vendredi, l'euro continuait d'évoluer sous la barre

des 1,11 dollar, un niveau qu'il n'a plus atteint depuis début novembre. Face à une économie qui tourne au ralenti, la Banque centrale européenne ne parvient pas à sortir de son cycle monétaire ultra-accommodant, lancé il y a plusieurs années pour faire face à la crise. Récemment, «il y a eu des spéculations sur le fait que la banque pourrait ajuster sa cible (d'inflation) à simplement 2 % pour supprimer la pression qu'elle a de resserrer sa politique monétaire dès que l'inflation dépasse 1,5 %», ont expliqué les analystes du courtier Sucden. Pour le moment, la BCE vise une hausse des prix inférieure mais

proche des 2 %. «A moyen terme, cela signifie probablement une politique monétaire plus accommodante», ont ajouté les analystes de Sucden. La devise britannique progressait elle de 0,13 % face à l'euro, s'échangeant à 85,17 pence pour un euro, et de 0,19 % face au dollar, à 1,2936 dollar. «La livre s'est maintenue à de hauts niveaux depuis sa flambée en octobre, surtout en raison de l'attente d'une victoire des conservateurs aux prochaines élections et d'une avancée sur le Brexit», indique Joe Manimbo de Western Union.

A. Y.

## Canada

### Ralentissement de la croissance à 1,3 % en rythme annuel

L'économie canadienne a ralenti au troisième trimestre, le Produit intérieur brut (PIB) augmentant de 1,3 % en rythme annuel, conformément aux attentes des analystes, a indiqué vendredi l'institut national des statistiques. La hausse des investissements des entreprises et des dépenses des ménages a été tempérée par une baisse des exportations, notamment de produits agricoles, entraînant un ralentissement de la croissance.

L'économie canadienne avait progressé de 3,5 % en rythme annuel au deuxième trimestre, un chiffre révisé à la baisse par rapport aux 3,7 % annoncés par l'institut des statistiques fin août. Le volume des exportations a diminué, notamment en matière de produits agricoles et de pêche. En revanche, le Canada a davantage exporté de minerais, de concentrés de métaux, de vêtements et de chaussures. Le volume des importations est quant à lui resté

stable, avec plus de produits chimiques et pharmaceutiques mais moins de voitures et machines industrielles. «L'investissement dans le logement a crû à un rythme, le plus rapide observé depuis le premier trimestre de 2012, notamment en raison de la construction de maisons en Ontario (est) et des ventes immobilières dans cette province ainsi qu'en Colombie-Britannique (ouest)», selon un communiqué de Statistique Canada. R. E.

## Brésil

### Légère baisse du chômage à 11,6 %

LE TAUX de chômage a reculé à 11,6 % (-0,2 %) au Brésil lors du trimestre août-octobre, selon les statistiques officielles et le nombre de travailleurs dans l'économie informelle a atteint un niveau record. Quelque 12,4 millions de Brésiliens étaient en recherche d'emploi lors de ce trimestre, 200 000 de moins qu'en juillet-septembre, selon les données de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) calculées en trimestres glissants. Le chômage s'élevait à 11,7 % lors du trimestre août-octobre 2018. Alors qu'il n'était que de 6,5 % à la fin de 2014, il a toujours été à deux chiffres depuis février 2016, sous l'effet d'une récession historique. En août-octobre 2019, un record de 11,9 millions de personnes travaillaient sans contrat dans l'économie informelle, en hausse de 100 000 par rapport à juillet-septembre et de 280 000 rapporté au même trimestre de 2018. Le nombre d'auto-entrepreneurs est resté à son niveau historiquement élevé de 24,4 millions. Le nombre de personnes ayant renoncé à rechercher un emploi s'est élevé à 4,6 millions, en baisse de 100 000 par rapport à juillet-septembre et de 217 000 (-4,5 %) par rapport à la même période de 2018.

Selon l'IBGE, le taux de chômage «montre une amélioration évidente du marché du travail» mais qui est due à l'auto-entreprise et au travail au noir, «soit à l'économie informelle». L'entrée en fonction en janvier du gouvernement libéral de Jair Bolsonaro n'a pas apporté d'amélioration notable sur le front économique. Les perspectives de croissance du Brésil, première économie d'Amérique latine, restent moroses, avec une prévision de 0,99 % cette année, après 1,1 % en 2017 et 2018 et de 2,20 % en 2020.

Agences

Laghouat

# Divers projets en cours dans les communes d'El-Kheneg, Tadjerouna et El-Haouita

■ Divers projets de développement sont en cours de réalisation dans les communes d'El-Kheneg, El-Haouita et Tadjerouna, a-t-on appris des services de la wilaya de Laghouat.

Par Nassima A.

Retenus au titre des programmes communaux de développement (PCD-2019), ces opérations concernent notamment les secteurs de l'Education nationale, les Ressources en eau, l'Habitat et l'aménagement urbain. Dans la commune d'El-Kheneg, un projet d'extension et de rénovation du réseau d'assainissement et son raccordement au réseau principal des quartiers Rahmania et Ouled-Laadjel est en voie de finalisation, en plus du raccordement aux voies et réseaux divers (VRD) de 350 lots ruraux groupés, et de la réalisation d'une cantine scolaire à l'école primaire Chahid Kouider Bensaad. Au niveau de la commune d'El-Haouita, les travaux sont en cours pour la réalisation de 40 logements publics locatifs, le revêtement de routes à la cité des 200 lots, le raccordement aux VRD des lotissements ruraux, et la réalisation des réseaux d'eau potable et d'assainissement au niveau du lotissement rural N-7. La commune de Tadjerouna a bénéficié, pour sa part, d'un projet d'unité secondaire de la protection civile, afin d'étendre le déploiement de cette institution à travers la wilaya de Laghouat. Un projet de 30 logements publics locatifs y est aussi en voie de finalisation,

en plus de la restauration de la mosquée antique selon le cachet architectural et les matériaux originels, sous la supervision du secteur de la Culture. Une opération d'équipement de l'école primaire chahid Abdallah Matlouk, dans la localité de Lalmaya, d'un système d'énergie solaire a été, par ailleurs, réceptionnée, en attendant la généralisation de ce type d'équipements aux autres établissements éducatifs de la wilaya de Laghouat.

N. A./APS



## Oran/Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle Confirmation des bénéficiaires dans leurs postes de travail

Le ministre de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité sociale, Hassan Tidjani Heddad, a présidé à Oran, une cérémonie de remise des premières décisions de confirmation dans des postes permanents à des jeunes bénéficiaires du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP). A l'occasion, le ministre a souligné que cette promotion constituée de 10 jeunes de la wilaya d'Oran est «la première au niveau national dans la série de confirmations dans des postes de travail permanents des détenteurs de contrats de préemploi. Mesure prise à l'issue de la réunion du Conseil du gouvernement consacrée en début du mois courant à ce dossier et qui a décidé la régularisation de la situation de ces jeunes». «La décision de régularisation intervient en raison de la situation d'instabilité à laquelle se trouvent les jeunes dans des postes de travail sous contrat déterminé dans le cadre du DAIP

depuis de nombreuses années», a déclaré Hassan Tidjani Heddad. Le ministre a fait savoir, dans le même contexte, que pas moins de 450 000 jeunes dont ceux disposant de contrats pré-emploi seront confirmés à leurs postes durant deux années, annonçant la confirmation, dans une première étape, de pas moins de 160 000 jeunes jusqu'à décembre prochain, de 150.000 jeunes en 2020 et plus de 150 000 en 2021. La priorité dans cette opération est accordée aux jeunes ayant passé plus de 8 ans sous contrats qui seront confirmés dans leurs postes de manière permanente, et le restant progressivement. La cérémonie a été marquée par l'installation de 10 jeunes, dont certains ont exercé plus de 10 années à l'entreprise «Algérie Poste», dans des postes permanents. Quelques-uns parmi ces jeunes ont exprimé, à l'APS, leur joie de cette confirmation qui met fin, après une

grande attente, à une situation d'instabilité. Le ministre a procédé, lors de cette cérémonie, à la remise de 12 décisions d'attribution de locaux à usage commercial à des jeunes porteurs de projets au titre des dispositifs d'emploi mis en place par l'Etat, dont la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et de l'Agence de gestion du micro-crédit (Angem). A l'occasion, il a souligné que pas moins de 8 000 locaux non vendus de l'Agence d'amélioration du logement (AADL) et de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) sont concernés pour être affectés à des jeunes porteurs de projets à titre d'encouragement pour contribuer efficacement avec leurs idées à l'économie nationale, signalant que 20 pour cent de ces locaux ont été remis à ce jour.

Samy Y.

Sétif / Zone d'Ain Roumane

## Réception dans un mois du projet de protection contre les inondations

Le projet de protection contre les risques des inondations de la zone d'Ain Roumane relevant de la commune d'Ouled Saber (6 km Est de Sétif) et d'autres groupements d'habitations limitrophes sera réceptionné «d'ici à un mois au plus tard», a-t-on appris du directeur des ressources en eau (DRE) Abdelkrim Chebri. Le taux d'avancement des travaux de réalisation du projet, dont une enveloppe financière estimée à 87 millions DA a été dégagée dans le cadre du programme d'aménagement des oueds et des cours d'eau des villes et à proximité des groupements d'habitation, a dépassé 45 %, a précisé le même responsable. Une fois achevée, l'opération permettra la protection du groupement d'habitations d'Ain Roumane, de l'école des sous-officiers de la Gendarmerie nationale, implantée dans la même région, et l'extension du tissu urbain qui totalise plus de 10 000 habitants, a précisé M. Chebri. Le projet porte sur l'aménagement de 1,6 km de l'oued en béton armé et le renforcement de ses rives, dans le cadre de la prévention contre les

dangers des inondations, d'autant plus que l'oued se trouve en milieu urbain et traverse de nombreuses structures et commodités publiques, a-t-il indiqué. Le DRE a affirmé, dans ce contexte, que des instructions relatives à la réduction de la durée de réalisation du projet de protection contre les inondations ont été

données récemment à l'entreprise chargée de cette opération, afin d'assurer sa réception avant la fin de l'année en cours, a-t-il déclaré, relevant qu'«aucun obstacle naturel susceptible de provoquer des retards n'a été enregistré». A signaler que certains oueds et cours d'eau qui constituaient une menace pour la

population ont fait l'objet ces dernières années d'une opération d'aménagement, réalisée dans le cadre des programmes précédents, à l'instar de l'oued Djehadi, dans la ville d'El Eulma, les oueds Naâmourne et Remada dans la commune d'Ain Lehdjar, Zaârouria et Quermi dans la localité d'Ain Oulmane en plus d'un

autre situé dans la localité d'Amoucha. Les actions d'aménagement de ces oueds qui constituaient un danger «réel» pour la population en raison de l'expansion urbaine et des constructions illicites ont contribué à mettre fin aux risques des inondations, a relevé M. Chebri.

A. O.

Constantine

## Mise en service depuis janvier dernier de 3 nouvelles stations de la 4G-LTE

Trois nouvelles stations de la 4G-LTE, dotées de 500 nouvelles lignes/station, ont été mises en service dans la wilaya de Constantine depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris auprès de la direction opérationnelle technique (DOT) de la société d'Algérie Télécom (AT). L'installation et la mise en service de ces nouvelles stations s'inscrivent dans le cadre de la modernisation du service de la téléphonie fixe et de sa génération à travers les différentes localités de la wilaya, notamment dans les zones éloignées, tels que les lieux-dits «Zehana» (commune d'Ain Abid), «Sais Sayah» (Ibn Badis) et «Ain El Gsab» (commune de Béni Hamidene), a indiqué à l'APS, le directeur

opérationnel technique (DOT) de cette entreprise, Mohamed Imoussain. Le nombre de ces nouvelles infrastructures a atteint cinquante stations à travers la wilaya pour un total de 35 000 abonnés dotés de la 4G-LTE, selon la même source, notant que 87 nouveaux postes du réseau multiservices «Amsan» ont été récemment mis en service dans le cadre de la rénovation du réseau téléphonique. La mise en exploitation de ce nombre «important» de nouveaux postes de réseau multiservices a permis de porter le nombre d'abonnés à plus de 11 000 clients, dont plus de 2 000 abonnés dotés de la technologie de la fibre optique. Une grande affluence des citoyens a été enregistrée dans

les agences commerciales d'Algérie Telecom (AT) de la wilaya de Constantine pour l'acquisition de cette nouvelle technologie, a fait savoir le même responsable. Le taux de couverture par le réseau de la téléphonie fixe et d'internet dans la wilaya de Constantine a atteint 94 %, a assuré M. Imoussain, affirmant que les travaux sont en cours pour doter les localités éloignées par les services de la téléphonie fixe, de l'internet à haut débit, et de l'internet sans fil de la 4G. La société d'Algérie Télécom compte à ce jour 130 000 abonnés, dix agences commerciales, dix points de maintenance et de production qui totalisent 1 050 employés.

R. R.



— Mohamed Khedad, coordinateur sahraoui auprès de la Mission de l'ONU —

## Les déclarations du MAE espagnol sont «injustifiées et illustrent la complicité avec l'occupant marocain»

■ Le coordinateur sahraoui auprès de la Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), Mohamed Khedad, a qualifié, vendredi, les dernières déclarations du ministre des Affaires étrangères espagnol sur la situation sécuritaire dans les camps de réfugiés d'«injustifiées et illustrent la complicité du gouvernement espagnol avec l'occupant marocain».

Par Moncef G.

Dans une déclaration aux médias, le responsable sahraoui, a soutenu que «le régime d'occupation marocain porte la responsabilité entière et directe de tout acte terroriste commis contre les camps de réfugiés sahraouis ou leurs abords», soulignant que «la communauté internationale doit se rappeler que le Maroc est la première source de terroristes dans le monde».

Le gouvernement de la République sahraouie et le Front Polisario ont également pointé du doigt «le régime d'occupation marocain de toute agression susceptible de se produire dans la région dans un avenir proche ou lointain».

Le Front Polisario a annoncé il y a quelques jours la tenue de son 15<sup>e</sup> Congrès général dans la ville de Tifariti dans les territoires sahraouis libérés, ce qui a suscité la colère de l'occupation marocaine et l'a poussé, selon M. Khedad, à «impliquer à nouveau l'Espagne dans ses agissements et blocage du processus de décolonisation du Sahara occidental».

Dans un précédent rapport, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNDC) avait souligné l'implication de trafiquants de drogue auprès de groupes terroristes de la région, tels qu'Al-Qaïda et Daech, en protégeant les envois de drogue traversant la côte en direction de l'Afrique subsaharienne.

Pour sa part, le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, a souligné au nom du Front Polisario et du gouvernement de la RASD, que «le terrorisme aujourd'hui dans le monde peut attaquer à tout moment et en tout lieu».

«Nous voulons condamner avec la plus grande vigueur la déclaration de complicité avec l'agresseur marocain pour alerter les coopérateurs espagnols et les familles qui peuvent rendre visite à leurs amis sahraouis en ce moment», a lancé M. Ould Salek.

«L'élan politique est bien connu et il est très suspect que le gouvernement espagnol continue d'accepter le chantage de l'occupant marocain qui entrave les efforts de la communauté internationale pour parvenir à une solution mettant fin au processus de décolonisation par le biais d'un référendum organisé par les Nations unies», a-t-il soutenu.

Aminatou Haidar



### demande à l'ONU la protection des défenseurs des droits humains

La militante sahraouie des droits de l'homme et prix Nobel alternatif 2019, Aminatou Haidar, a demandé au bureau du rapporteur spécial de l'ONU pour les défenseurs des droits de l'Homme de prendre en compte la gravité de la situation dans les zones occupées du Sahara occidental et prendre des mesures pour empêcher le Maroc de continuer à réprimer et à emprisonner des militants pacifiques.

Lors d'une réunion, tenue au «Wilson Palace» à Genève, M<sup>me</sup> Haidar a indiqué que le Maroc agissait en toute impunité pour faire taire les Sahraouis qui osent défendre publiquement le respect de la légalité internationale au Sahara occidental occupé.

«Le Maroc utilise tout le temps la pression contre les Sahraouis. Expulser les Sahraouis de leur travail, prononcer des peines injustes, transférer illégalement des Sahraouis sur le territoire

marocain ou utiliser la diffamation à l'encontre de militants reconnus, sont des méthodes qui sont devenues des pratiques normales du régime marocain», a dénoncé M<sup>me</sup> Haidar, ajoutant que «l'objectif du Maroc est de recourir à la peur pour démanteler et éliminer les organisations travaillant pacifiquement dans les zones occupées du Sahara occidental».

La «Gandhi Saharaouie» a également dénoncé la grave situation dans laquelle se trouvent les prisonniers politiques sahraouis, notamment le groupe de «Gdeim Izik», et a demandé à intervenir pour leur libération immédiate, affirmant que «des peines de prison à vie ont été prononcées, émis de Rabat et basé sur de fausses preuves». Elle a également dénoncé les récentes condamnations prononcées à l'encontre de la militante Mahfouda Bamba Lefekir, condamnée à six mois d'emprisonnement, et le militant Husein Bachir Brahim, illégalement remis par le gouvernement espagnol et condamné à 12 ans d'emprisonnement.

Haidar a demandé au bureau

du rapporteur spécial des Nations unies pour les défenseurs des droits de l'Homme de soutenir les recommandations de l'ancien émissaire des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Kohler, visant à renforcer la confiance et à envoyer une commission dans les régions occupées pour préparer de vrais rapports sur la situation. «Il est inquiétant que l'ONU doive demander à la puissance occupante l'autorisation de se rendre sur un territoire en décolonisation», a déclaré M<sup>me</sup> Haidar.

### Une action urgente de l'ONU pour défendre la justice et la dignité du peuple sahraoui

«Compte tenu de la gravité de la situation et du manque d'implication de l'ONU, il est difficile de continuer à convaincre les jeunes de la lutte non violente. Nous avons besoin d'une action urgente pour démontrer que la communauté internationale et ses organisations sont capables de défendre la justice et la dignité du peuple sahraoui», a averti Haidar pour éviter de retourner

sur les lieux d'un conflit armé dans la région.

Pour sa part, le représentant du Rapporteur spécial a accordé une attention particulière aux données présentées par le militant sahraoui et a demandé à établir un contact direct pour recevoir des informations permanentes sur la situation.

Il a également déclaré que la situation de la militante sera suivie de près pour éviter les représailles du régime marocain à son retour au Sahara occidental.

Étaient également présents à la réunion des membres de la Fondation «Right Livelihood», une organisation qui attribue le prix Nobel alternatif.

Ce prix a été décerné cette année à quatre défenseurs des droits de l'Homme et du climat, dont la militante sahraouie Aminatou Haidar. C'est la toute première fois que Right Livelihood honore un Lauréat du Sahara occidental.

Les Lauréats recevront leurs distinctions le 4 décembre lors de la Cérémonie du Prix Right Livelihood 2019 à Stockholm.

M. G./APS

### Juridiction maritime

## La Grèce dénonce le protocole d'accord turco-libyen sur les frontières maritimes

Le gouvernement grec a dénoncé vendredi le protocole d'accord signé entre la Turquie et la Libye, plus tôt cette semaine, sur l'établissement des frontières maritimes en Méditerranée.

Le ministre grec des Affaires étrangères, Nikos Dendias, a convoqué vendredi l'ambassadeur de Libye en Grèce pour lui faire part du mécontentement d'Athènes et lui a demandé de présenter d'ici le 5 décembre l'accord signé mercredi dernier à Istanbul,

sous peine d'être déclaré «persona non grata» et expulsé, ont rapporté le quotidien «Kathimerini» et d'autres médias grecs.

La veille, M. Dendias avait également convoqué l'ambassadeur de Turquie en Grèce, pour lui signifier un rejet similaire du protocole d'accord. Ce document, dont le contenu n'a pas encore été divulgué, a été remis en cause par Athènes, qui estime qu'il pourrait porter atteinte à la souveraineté des îles grecques en Méditerranée, selon les

médias.

Le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, s'était entretenu plus tôt au téléphone avec le président français Emmanuel Macron au sujet de l'accord turco-libyen, appelant au soutien de la France et de l'Europe à cet égard avant le sommet de l'Otan prévu à Londres la semaine prochaine, et le sommet de l'UE en décembre, a rapporté l'agence de presse grecque AMNA.

R. M.



## Irak

# Les Irakiens restent dans la rue même si le Premier ministre veut partir

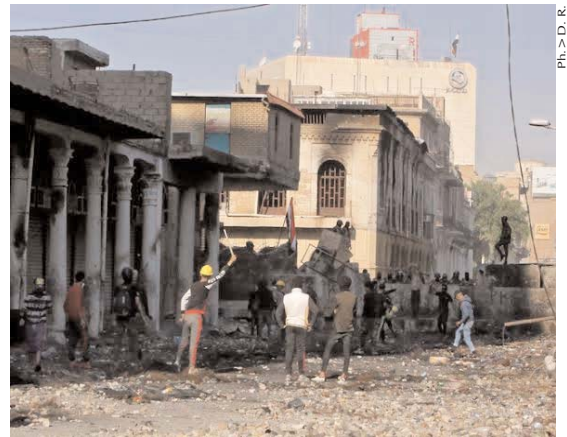
■ Rien ne semble pouvoir arrêter la contestation des Irakiens. Ils étaient de nouveau dans la rue hier et bloquaient des routes à Bagdad et dans le Sud, malgré l'intention du Premier ministre de démissionner et les centaines de morts dans les violences.

Par Rosa C.

Adel Abdel Mahdi, qui dirige depuis un an le gouvernement d'un des pays les plus riches en pétrole du monde, mais aussi l'un des plus corrompus, doit encore transformer son annonce en acte, mais pour la rue, sa démission ne suffira pas. «On continue le mouvement, la démission d'Adel Abdel Mahdi n'est que la première étape, il faudra ensuite limoger et juger tous les corrompus», a lancé à l'AFP un protestataire à Diwaniya. Dans cette cité du Sud, les manifestants sont à nouveau descendus par milliers dans la rue pour réclamer «la chute du

régime», comme à al-Hilla et Kout, après avoir reçu un soutien de poids du grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité religieuse chiite d'Irak, qui a appelé le Parlement à remplacer le gouvernement de M. Abdel Mahdi. A Nassiriya, à feu et à sang avec des tirs à l'arme automatique des forces de sécurité et des QG de la police incendiés par les manifestants ces derniers jours, une épaisse fumée noire s'élève le matin au-dessus des ponts. Des manifestations ont brûlé des pneus en travers de ces ouvrages enjambant l'Euphrate dans la ville qui borde les ruines de l'antique Ur. Des centaines d'autres se

présentent sur une place du centre-ville. Vendredi et jeudi, à Nassiriya et dans la ville sainte chiite Najaf, également au Sud, 67 personnes ont été tuées par des tirs des forces de l'ordre et d'hommes en civils défendant le siège d'un parti. Les manifestants conspuent le pouvoir à Bagdad et son parrain iranien, un mouvement de contestation endeuillé depuis le 1<sup>er</sup> octobre par plus de 420 morts et quelque 15 000 blessés en grande majorité des manifestants, selon un bilan compilé par l'AFP à partir de sources policières et médicales. Pour les Irakiens en colère, c'est tout le système politique, mis en place par les États-Unis il y a 16 ans quand ils ont renversé le dictateur Saddam Hussein, et désormais sous la mainmise de leur rival iranien, qu'il faut changer. Ils veulent la refonte d'un pouvoir basé sur les appartenances confessionnelles et ethniques qui a fait prospérer le clientélisme. Et, surtout, un renouvellement complet d'une classe politique jugée incompétente et qui a fait s'évaporer en 16 ans l'équivalent de deux fois le PIB du pays, deuxième producteur de l'Opep. Le prochain rendez-vous politique est fixé à aujourd'hui avec une séance au Parlement où l'opposition appelle à un vote de défiance et où les paramilitaires pro-iran, soutiens inconditionnels jusqu'ici du Premier ministre, ont promis «le changement». Vendredi, M. Abdel Mahdi a annoncé qu'il allait



R. C. / A. P.

«soumettre au Parlement une lettre formelle dans laquelle il exprime (son) intention de démissionner, afin que l'Assemblée puisse revoir ces choix». C'est après l'appel de l'ayatollah Sistani, figure tutélaire de la politique en Irak, que M. Abdel Mahdi s'est dit prêt à quitter son poste. Pour éviter aussi que le Sud ne sombre dans le chaos, avec des combattants tribaux sortis en armes pour barer la route aux renforts policiers. A Najaf, où des manifestants ont incendié mercredi soir le consulat iranien déclenchant la nouvelle vague de répression, le calme régnait le matin, mais c'est l'après-midi en général que commencent les manifestations. Là, des hommes en civil ont tiré vendredi sur des jeunes manifestants s'approchant d'un sanctuaire où

siège un parti, tuant six, selon des témoins. A Bagdad, le Conseil suprême de la magistrature a annoncé que «les peines les plus sévères» seront appliquées à ceux qui ont tué ou blessé des manifestants, alors que le nom de son patron, Faëq Zeidan, circule dans les cercles politiques comme possible Premier ministre. Après la répression à Nassiriya, le pouvoir a limogé le commandant militaire qu'il venait de nommer pour «rétablir l'ordre» et plusieurs dirigeants locaux ont démissionné. Dans l'autre ville sainte chiite au sud de Bagdad, Kerbala, manifestants et forces de sécurité se sont jetés des cocktails Molotov jusqu'aux premières heures du jour.

R. C.

## Attaque de Londres

## L'assaillant était un ex-prisonnier condamné pour terrorisme

L'homme qui a tué deux personnes vendredi lors d'une attaque «terroriste» au couteau à London Bridge, avant d'être abattu par la police, était Usman Khan, 28 ans, un ex-prisonnier condamné pour terrorisme, a annoncé hier le chef de l'antiterrorisme britannique, Neil Basu. «Cet individu était connu des autorités, ayant été condamné en 2012 pour des infractions terroristes. Il a été remis en liberté conditionnelle en décembre 2018», a indiqué le responsable policier dans un communiqué, précisant qu'une perquisition était en cours dans un lieu du comté de Staffordshire, dans le centre de l'Angleterre, où il résidait. D'après l'agence de presse PA, il avait été condamné à 16 ans de prison pour son appartenance à un groupe qui avait voulu commettre un attentat à la bombe à la Bourse de Londres, le London Stock Exchange, et établir un camp d'entraînement terroriste au Pakistan. Avant le début d'une réunion du comité de crise du gouvernement («Cobra») dans la soirée, le

Premier ministre Boris Johnson a dit avoir souligné «depuis longtemps» que «c'est une erreur de permettre aux criminels violents de sortir de prison de manière anticipée». Cette attaque, qualifiée de «terroriste» et survenue à l'endroit même où un attentat s'était déjà déroulé en 2017, à moins de deux semaines d'élections législatives anticipées au Royaume-Uni, a coûté la vie à un homme et une femme. Trois personnes, un homme et deux femmes, ont été blessées. L'une se trouvait vendredi soir dans un état «critique mais stable», une autre dans «un état stable» et une troisième a subi des «blessures moins graves», a précisé le patron du service public de santé britannique (NHS), Simon Steven. «Nous sommes toujours à un stade précoce de l'enquête, mais en ce moment nous ne recherchons activement personne d'autre en lien avec cette attaque», a souligné Neil Basu. Appelant toutefois le public à rester «vigilant», il a invité celui-ci à «continuer à éviter» la zone, où se trouvent de nombreux

bureaux et lieux de sortie, qui restera bouclée «un certain temps». Selon la police, l'homme a participé vendredi à une conférence organisée dans le Fishmonger's Hall, un bâtiment à l'extrémité nord du London Bridge à l'intérieur duquel l'attaque a commencé. Il a ensuite poursuivi sur London Bridge, avant d'être arrêté par des membres du public puis abattu par la police, cinq minutes après qu'elle fut appelée à 13h58 (locales et GMT). Le journal «The Times» a précisé que l'homme portait un bracelet électronique lorsqu'il a pris part à cette conférence sur la réhabilitation de prisonniers organisée par l'université de Cambridge. Cette attaque, survenue aussi à quelques jours d'un sommet de l'Otan réunissant à Londres mardi et mercredi de nombreux chefs d'État, a chamboulé la campagne électorale en vue des élections du 12 décembre. Les partis conservateur, travailliste et libéral-démocrate l'ont temporairement mise entre parenthèses.



## Commentaire

## Mandats

Par Fouzia Mahmoudi

Même s'il elle n'est pas tout à fait surprenante, l'annonce de Martine Aubry cette semaine de se présenter à un nouveau et quatrième mandat pour la mairie de Lille a provoqué, pour le moins, beaucoup de réactions. Surtout de la part de ses détracteurs qui ont vu là une occasion de critiquer l'ancien «éléphant» du parti socialiste. La candidature de Martine Aubry aux élections municipales de mars 2020 a déclenché une salve de critiques de la part de ses opposants à Lille alors que son bilan a été unanimement dénoncé par ses rivaux. Stéphane Baly, tête de liste EELV déclare être «tombé de sa chaise» en lisant sa déclaration de candidature dans le journal «La Voix du Nord». «On découvrirait une maire plus écolo que les écolos. On a l'impression que ce n'est pas la maire qui, depuis trois mandats, a bétonné la ville», a-t-il insisté, alors que Aubry a promis un programme «écologiquement fort». Stéphane Baly dénonce un positionnement «hyper opportuniste» et une candidature qui ne correspond pas aux «aspirations de renouveau démocratique». La maire de Lille a cependant estimé avoir fait «de très belles choses avec les Verts», qui font partie de la majorité municipale depuis 2001 et présenteront une liste au premier tour, comme depuis 1977. «Que n'a su faire Martine Aubry en 18 ans qu'elle saurait faire avec 6 années de plus ?» s'interroge également dans un communiqué Julien Poix et Élodie Cloez, chefs de file locaux de La France insoumise pour les municipales. Ils voient en Lille une «ville bétonnée, socialement fracturée, à plusieurs vitesses». Il «est venu le temps de la transition», a également estimé Adrien Quatennens, député LFI de Lille. «Il me tardait que Mme Aubry soit clairement mon adversaire politique», s'est réjoui pour sa part Marc-Philippe Daubresse, candidat des Républicains (LR), jugeant qu'elle faisait jusqu'ici campagne «en utilisant les moyens de sa mairie». «Sur le fond, je constate que cette ville est plus dure, qu'on y vit plus mal qu'avant. L'autre priorité, c'est de changer la gouvernance verticale, autoritaire, de madame Aubry, pour la transformer en une gouvernance décentralisée et consensuelle». L'ancienne directrice de cabinet de Aubry à la mairie de Lille, Violette Spillebout, elle-même candidate avec l'étiquette LREM, avait évoqué jeudi «l'échec de la parole politique» et des «convictions» de la fille de Jacques Delors. Cette dernière n'a pas manqué de lui répondre, dans «La Voix du Nord». «On ne peut pas à la fois soutenir la politique du président de la République et prétendre faire le contraire ici», a-t-elle déclaré, en référence à une récente sortie de Spillebout, assurant ne pas se reconnaître en «candidate macroniste». Quant à Éric Cattelin-Denu, candidat du Rassemblement national (RN), interrogé par l'Agence France-Presse, il considère cette annonce comme un «non-événement». «Ça m'est complètement égal, nous on dénonce son bilan.» Dans les médias l'annonce de Aubry a également été largement commentée et parfois durement moquée rappelant que l'ancienne première secrétaire du PS avait assuré que son troisième mandat à la tête de Lille serait le dernier. Ainsi, celle qui plaide avec véhémence pour un renouvellement de génération en politique et au non-cumul des mandats semble avoir du mal à lâcher elle-même son poste de maire qu'elle occupe depuis près de deux décennies et auquel elle semble encore vouloir s'accrocher pour quelques années.

F. M.



Avant-première au Liberia

# «Hell's Gate», un film sur l'époque de l'épidémie Ebola

■ Le long métrage de fiction «Hell's Gate» (La porte de l'enfer), qui raconte l'histoire d'un couple de Libériens dont les projets de mariage sont bouleversés par l'éruption de l'épidémie d'Ebola fin 2013 en Afrique de l'Ouest, est sorti vendredi en avant-première dans la capitale libérienne Monrovia.

Par Adéla S.

Un tapis rouge a été dressé devant l'entrée d'un grand hôtel où s'est déroulée la projection pour accueillir l'équipe du film, composée de Libériens, et une cinquantaine d'invités, ont indiqué les médias.

Partie du sud de la Guinée en décembre 2013, avant de toucher le Liberia et la Sierra Leone, l'épidémie d'Ebola la plus importante de l'histoire a fait jusqu'en janvier 2016 plus de 11 300 morts dans ces trois pays, selon l'OMS, dont quelque 4 800 rien qu'au Liberia.

«Il y avait le besoin de raconter ce qui a dévasté notre pays pendant l'épidémie», a expliqué vendredi, quelques heures avant la première du film, son producteur, Cosme Pulano, cité par l'agence AFP, qui s'est inspiré de sa propre histoire pour écrire le scénario.

La peur de la fièvre hémorragique avait provoqué des scènes dantesques au Liberia, avaient rapporté des journalistes.

Dans le village de Ballajah, une adolescente de 12 ans était restée cloîtrée une semaine entière avec le corps de sa mère, «sans nourriture ni eau», avant de mourir à son tour dans une maison aux portes et fenêtres scellées par les agents sanitaires, avait à l'époque expliqué le chef

de la localité.

Le long métrage de fiction, le premier sur le sujet à avoir été tourné et produit au Liberia, doit «avoir une vertu éducative car le virus peut revenir à tout moment», selon le cinéaste de 39 ans.

«Je suis d'accord qu'il est important de parler d'Ebola, même si je n'aime pas trop me souvenir de ce passé horrible», a confié Adams Zeogar, cité par l'agence AFP, qui a survécu à l'épidémie.

Si l'Afrique de l'Ouest n'est plus touchée, une nouvelle flambée d'Ebola a tué quelque 2 200 personnes depuis août 2018 dans l'est de la République démocratique du Congo.

Cosme Pulano explique avoir lui-même échappé de peu à la maladie. En pleine épidémie, il a été pris de fortes douleurs à la tête et ses proches l'ont mis en quarantaine, craignant qu'il ait été contaminé.

Mais il a ignoré l'avis de ceux qui lui conseillaient de se rendre dans un centre de traitement d'Ebola après que sa sœur lui a fait remarquer qu'il serait déjà mort s'il avait effectivement été atteint par le virus.

«Rentrer dans une unité de traitement d'Ebola, c'était comme passer la porte de l'enfer», raconte-t-il, en expliquant le titre de son film, au budget de 40 000 dollars (36 600 euros).



«Il y avait un besoin pour nous de raconter notre propre histoire», estime M. Pulano, en précisant que 15 % des recettes iront à des associations d'aide aux orphelins d'Ebola.

«Je suis l'un des principaux

acteurs et j'ai perdu mon frère et ma tante pendant la crise. Pour moi, c'était une grande expérience de participer au tournage», a confié Dawsaw Owusu, qui joue le rôle du meilleur ami du rôle principal.

«Je suis infirmière et j'ai joué mon propre rôle, il y avait un côté très excitant», a déclaré Angeline Taylor.

A. S./APS

Edition jeunesse africaine

## Plus dynamique que jamais mais encore trop peu visible

En vingt ans, le secteur s'est structuré économiquement et a développé une offre éditoriale riche, créative et locale.

A Montreuil, ces jours-ci, l'Afrique est partout et nulle part en même temps. Ses animaux, ses paysages, son histoire, ses personnages hauts en couleur, ses musiques et ses contes s'exposent sur tous les étals du Salon du livre et de la presse jeunesse. Mais les éditeurs africains, eux, sont quasiment absents.

A l'exception de deux petites maisons, la tunisienne Editions du Jasmin et la marocaine Marsam Editions, qui publient des albums souvent bilingues français-arabe, les professionnels du continent n'ont pas pu prendre stand lors de cet important rendez-vous annuel qui se tient cette année du 29 novembre au 2 décembre dans la ville de Seine-Saint-Denis. «Sans subvention, cela reste encore trop cher pour nous», explique tout de go Robert Nkouamou, qui dirige les éditions Akoma Mba au Cameroun. Il a quand même fait le déplacement à Montreuil, «en visiteur».

L'éditeur, ancien professionnel de l'imprimerie, a repris il y a sept ans la maison créée en 1996 par des auteurs. «A l'époque, ces passionnés se sont rendus compte que pour faire aboutir leurs projets, ils devaient se faire éditeurs. Ils se sont lancés, sans formation de gestionnaire». Quand Robert Nkouamou rachète

Akoma Mba, en 2012, il décide de retravailler le catalogue, un fonds riche mais qui pêche par son côté artisanal. Il s'agit de «corriger les albums, retravailler la colorimétrie, peaufiner les maquettes, la gravure, en reprenant une fabrication soignée qui nous hisse au niveau des standards internationaux», détaille-t-il.

Pour atteindre ce but, la maison a monté son propre studio, avec directeur artistique, scénaristes, coloristes, illustrateurs, relecteurs... L'éditeur travaille désormais à étoffer son catalogue, spécialisé dans le livre loisir et la bande dessinée, en créant la collection «Source de savoirs», qui ambitionne de collecter les contes et légendes des peuples bété, peul, bamoun «et bien d'autres encore» en 52 albums. «Désormais, nous aspirons à être critiqués sur autre chose que la forme, même si notre catalogue reste modeste avec seulement 32 références», conclut M. Nkouamou. Et en 2020, promis, Akoma Mba aura son stand à Montreuil.

### Education «enrichie»

L'aventure de cette maison d'édition camerounaise illustre bien les évolutions du secteur ces vingt dernières années. Celui-ci s'est professionnalisé, structuré économiquement, offrant une riche variété de créations dont la qualité ne cesse de monter en gamme. De Dakar à

Antananarivo en passant par Abidjan, Cotonou ou Yaoundé, les parents ont désormais accès à une littérature jeunesse foisonnante, parfois en langues locales, grâce aux sites Internet des maisons d'édition elles-mêmes mais aussi à des portails d'achat tels qu'Africavivre, Afrilivres ou même Amazon.

La multiplication des événements autour du livre et de la bande dessinée à destination du jeune public est aussi gage du dynamisme du secteur : Foire internationale du livre et du matériel didactique de Dakar, Salon international du livre de Yaoundé ou d'Abidjan, Salon du livre jeunesse de Cotonou, Salon africain de la bande dessinée et de la lecture pour la jeunesse de Kinshasa, Foire panafricaine du livre pour enfants au Kenya... Dernièrement, Conakry et Casablanca tiennent désormais salon, depuis 2017 et 2019, pour fêter l'édition jeunesse. En France, des associations comme D'un livre à l'autre se démènent aussi pour faire connaître la richesse de la production afro-caribéenne avec son salon de Clichy (Hauts-de-Seine), qui s'est tenu les 23 et 24 novembre pour la septième année consécutive.

Pour être plus solides et plus visibles, plusieurs éditeurs jeunesse ont investi le domaine du livre scolaire et parascolaire. La filière s'est aussi organisée en diffèrents collectifs d'associations. Elle com-

munique désormais grâce au travail de passionnés qui proposent des articles sur le secteur, des sélections et des critiques des nouveautés, témoignant de la créativité des auteurs et des illustrateurs. Ces revues professionnelles ou amateurs, telles qu'EditAfrica, Muna Kalati ou Takam Tikou, n'hésitent pas non plus à interpeller les institutions du continent sur leur faible emprise à investir dans une éducation «enrichie».

### «Eblouir les enfants avec leur propre histoire»

En attendant, les éditeurs et auteurs africains ou de la diaspora se démènent pour développer une offre à hauteur d'enfant et qui valorise les innombrables cultures du continent. Un moyen de décentrer le regard qui reste encore trop fixé sur l'Occident. «Quand on était enfant, même dans les années 1990, témoigne Christian Ngnaoussi Elongué, on se nourrissait de Picsou Magazine, de Blanche-Neige et des aventures du superhéros Zembla, inventé par des Français. Cela a nourri un rêve d'Europe, la construction d'un imaginaire étranger désirable et même une envie d'exil. Aujourd'hui, l'édition jeunesse africaine donne à aimer ce qui est produit localement, le patrimoine dont les enfants sont les héritiers».

Sandrine Berthaud-Clair/Le Monde



## Tournoi de l'UNAF U20 (3<sup>e</sup> journée) L'EN battue par l'Egypte

LA SÉLECTION algérienne de football a été battue par son homologue égyptienne sur le score de (2-1), mi-temps (1-1), vendredi au stade du Kram, pour le compte de la quatrième et avant dernière journée du tournoi de l'Union Nord-Africaine de football (UNAF-U20). Menée dès la 7 minute sur un pénalty réussi par l'Egyptien Ibrahim Adel, la formation algérienne égalise par l'intermédiaire de Mohamed Islam Belkheir à la (17) et termine la première période (1-1). En seconde mi-temps les Egyptiens

inscrivent le but de la victoire par Oussama Fayçal Ahmed (68'). Après cette première défaite, le onze algérien perd sa première place (6pts) au profit de l'Egypte qui vire en tête du classement avec 7 points. Le deuxième match de la journée oppose dans l'après-midi la Tunisie au Burkina Faso. Le tournoi UNAF-U20 dont le coup d'envoi a été donné samedi, se déroule sous forme de mini-championnat de cinq journées, à l'issue desquelles le premier sera sacré champion.

## Cyclisme/Affaire Daoud Messaoud Le président de la Ligue algéroise réhabilité

LE PRÉSIDENT de la Ligue algéroise de cyclisme (LAC), Messaoud Daoud, suspendu un an par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) la mi-août 2019 «pour atteinte à la stabilité» de cette instance, a annoncé vendredi avoir obtenu gain de cause auprès du Tribunal algérien du règlement des litiges sportifs (TARLS). «Il est porté à la connaissance des organes de presse qu'en date du 24 novembre 2019, le TARLS s'est prononcé en faveur du président de la Ligue algéroise de cyclisme, Messaoud Daoud, dans le conflit qui l'opposait à la Fédération», a indiqué le premier responsable de la LAC dans un communiqué. «Par cette décision irrévocable et sans appel, M. Daoud reprend donc sa qualité statutaire, avec toutes les prérogatives que lui confère la loi», a-t-il encore ajouté. Les faits remontent au 10 juillet 2019, lorsque la FAC avait cité Messaoud Daoud à comparaître devant sa commission de disci-

pline pour s'expliquer sur les griefs qui lui étaient reprochés. Parmi eux, le fait d'avoir outrepassé ses prérogatives, en invitant un club espagnol à participer au Grand Prix cycliste d'Alger, qu'il souhaitait organiser, alors qu'à ce moment-là la Fédération était encore en vœux. La commission de discipline de la FAC, installée le 3 juin dernier, pendant l'Assemblée générale ordinaire de l'instance (AGO) qui s'était tenue à Ain-Timouchent et qui était composée de Walid Kebaïli, Ahmed Zerguine et Hocine Zahar, avait rendu son verdict quelques jours après l'audition et décidé d'infliger à Messaoud Daoud une suspension d'un an, assortie d'une amende de 100 000 DA. Le président de la LAC a alors décidé de porter l'affaire devant le Tribunal algérien du règlement des litiges sportifs, qui a fini par lui donner gain de cause le 24 novembre courant.

## Cyclisme /Championnats arabes 2019 L'EN se prépare en Egypte

LA SÉLECTION algériennes (cadets/juniors/seniors) de cyclisme sont à pied d'œuvre en Egypte, en vue des Championnats arabes 2019, prévus 30 novembre au 6 décembre à Alexandrie. La sélection seniors, composée d'Azzedine Lagab, Saïdi Nassim, Abderrahmane Mansouri, Mohamed Bouzidi, Hamza Yacine et Oussama Cheblaoui, était la première à se rendre sur les lieux, dès jeudi. Elle fut rejointe le lendemain en Egypte par le reste de la délégation, comportant les sélections de cadets, des juniors et des seniors dames, composée d'Aïcha Tihar, Rachida Belkacem Benounane et Lydia Kasmi. La sélection juniors

(filles) quant à elle se compose de Nour El Yassamine Bouzenzen et Nesrine Si-Yakoub, alors que celle des juniors (garçons) regroupait Youcef Fersedou, Zaki Boudar, Hamza Amari, Seddik Bengani, Youcef Boukhari et Ayoub Sahiri. Chez les cadets, la Direction technique nationale a sélectionné Salah Eddine Cherki, Abdelkarim Ferkous, Belabsi Akram, Abdelatif Guerrouja, Mohamed Redouane Brinis et Iyad Benbrahim, alors que chez les filles seule Nesrine Houili a été sélectionnée. Mohamed Amari, membre du Bureau fédéral, a été désigné comme chef de la délégation algérienne en Egypte.

# Coupe de la CAF/San Pedro-PAC Les Jaune et Bleu souhaitent tenir bon

■ Le Paradou AC dispute aujourd'hui à Abidjan son premier match comptant pour la phase des poules de la Coupe de la Confédération africaine face aux Ivoiriens de San Pedro.

Par Mahfoud M.

Les gars du PAC qui se sont brillamment qualifiés pour cette phase envisagent d'aller loin dans cette compétition, même s'ils savent que la mission ne sera pas de tout repos. Jouer à Abidjan est un atout en faveur de San Pedro qui jettera toutes ses forces dans la bataille pour prendre les trois points et s'assurer une avance au classement, mais les Algériens ne seront pas une proie facile. Même si l'équipe traverse une situation difficile en championnat, cela n'empêche pas que le PAC présente un tout autre visage en compétition africaine et montre de grandes dispositions qui forcent le respect. Il est clair que les poulains du coach portugais Francesco Chalo ne se présenteront pas en victime expiatoire et feront tout ce qui est en leur pouvoir pour revenir avec le meilleur résultat possible. Sachant pertinemment



Les Jaune et Bleu décidés

que sa formation sera soumise à une grosse pression, Chalo a déjà mis en place sa stratégie qui consiste à jouer les contres, en quadrillant sa surface pour éviter de se faire surprendre par ces Ivoiriens qui entrèrent, certainement, dans le vif du sujet dès les premières minutes de la partie. L'essentiel pour les pacistes et de ne pas paniquer et bien se défendre tout au long de ces 90 minutes de la partie qui sera très disputée sans aucun doute. Le

PAC comptera sur le retour de certains éléments, tandis que d'autres seront absents mais cela n'inquiète pas le coach qui dispose d'un bon groupe et d'éléments capables de donner ce plus qu'on attend d'eux. Le plus important est de savoir comment gérer cette rencontre et revenir avec le meilleur résultat possible car la première rencontre reste toujours importante dans ce genre de rendez-vous.

M. M.

Ligue des Champions (Groupe D-1<sup>re</sup> journée)

## La JSK bat l'AS Vita Club et démarre fort

La JS Kabylie, un des deux représentants algériens en Ligue des Champions africaine de football, a battu les Congolais de l'AS Vita Club (1-0, mi-temps 0-0), en match disputé vendredi soir au stade du 1<sup>er</sup> Novembre (Tizi-Ouzou), pour le compte de la première journée de la phase de poules (Groupe D). C'est l'ancien capitaine de l'Olympique de Médéa, Toufik Addadi, qui a inscrit ce but d'un tir au premier

poteau, après avoir bénéficié d'une belle passe en profondeur de Rezki Hamroune à la 66'. Le score aurait pu être plus lourd en faveur des Canaris, et ce n'est pas faute d'avoir essayé, car les poulains du coach Hubert Velud s'étaient procurés un grand nombre d'occasions, particulièrement en première mi-temps, mais sans parvenir à les concrétiser. Les deux autres pensionnaires de ce groupe «D», les Tunisiens de

l'Espérance Tunis (tenants) et les Marocains du Raja Casablanca s'affrontent samedi 30 novembre au stade Radès dans un derby maghrébin. Le deuxième représentant algérien dans cette prestigieuse compétition, l'USM Alger, a été reversé dans la poule «C». Il fera également son entrée en lice samedi 30 novembre, au stade Mustapha-Tchaker de Blida, face aux Marocains du Wydad Casablanca.

Havres AC

## Lekhal revient sur les terrains

L'international algérien Victor Lekhal, éloigné des terrains depuis plusieurs mois, s'est réjoui de son retour au club du Havres AC, Ligue 1 du championnat de France de football, en disputant un match avec l'équipe réserve, au cours de la semaine en cours. «Après tant de mois d'attente, ça m'a fait extrêmement plaisir de revenir sur les terrains. Cette blessure m'a permis de prendre un peu de recul. On ne se rend pas assez compte de la chance qu'on a. Depuis mon retour, je profite de chaque instant», a déclaré Lekhal, dans des

propos relayés par FootNormand. Victor Lekhal avait été victime fin mars dernier d'une troisième rupture de ligaments croisés du genou droit, alors qu'il honoré sa première sélection en équipe nationale algérienne en match amical contre la Tunisie (1-0). De retour à la compétition avec l'équipe réserve du Havres AC et bien qu'il s'entraîne avec les pros, l'international algérien a estimé qu'il a besoin d'un peu de temps pour retrouver son meilleur niveau afin de réintégrer l'effectif, après une absence de plusieurs mois à

cause d'une blessure, Victor Lekhal, l'international algérien, s'est prononcé sur son état actuel. «Avant ce match avec la réserve, je ressentais une petite appréhension au début mais elle a rapidement disparu. En plus, pour la symbolique, j'ai marqué sur penalty. Avec le staff, il a été décidé que disputer des matches me permettrait de franchir un cap, car j'ai repris l'entraînement avec le groupe pro il y a un mois. J'aimerais disputer un ou deux matches dans leur intégralité avant de postuler. Il n'est pas question de griller les étapes. Quand je reviendrai en championnat, je veux être à 100 % de mes capacités, au top de ma forme», a expliqué Lekhal. Victor Lekhal souhaitait prendre part à la dernière Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2019) en Egypte, qui a sacré la sélection nationale algérienne devant le Sénégal (1-0), après un parcours sans faute. «J'ai eu un pincement au cœur car on se dit qu'on aurait pu y être. Mais j'ai été leur premier supporter. J'étais très heureux pour eux. C'est un très bon groupe avec un super coach», a-t-il conclu.

Boxe/Golden Gloves 2019

## Six Algériens en demi-finales

SIX DES neuf pugilistes algériens engagés dans la 62<sup>e</sup> édition du tournoi international «Golden Gloves» qui se déroule du 26 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2019 en Serbie ont atteint les demi-finales, et concourront ce vendredi soir pour une place en finale. Il s'agit de Mohamed Flissi (52 kg), Oussama Mordjane (57 kg), Yahia Abdelli (63 kg), Younés Nemouchi (75 kg), Sofiane Tabi (75 kg) et Abdelhafid Benchebla (91 kg). A l'inverse, leurs compatriotes Chemseddine Kramou (69 kg), Azzouq Boudia (81 kg) et Chouaïb Bouloudinat (91 kg) ont été moins chanceux, puisqu'ils ont tous été éliminés au tour précédent. La sélection algérienne se trouve sur le lieu de la compétition depuis la mi-novembre courant, où elle a commencé par effectuer un stage de préparation, avant de s'engager dans cette 62<sup>e</sup> édition des

Golden Gloves. C'est le deuxième véritable cycle de préparation pour la sélection algérienne en vue des JO-2020, après celui effectué du 19 octobre au 2 novembre, au Centre régional de préparation des équipes nationales à Chef. Le staff technique national, composé des entraîneurs Dine Ahmed, Merchoud Behous et Boubekri Mohamed, a fait appel à neuf boxeurs pour ce deuxième stage à Belgrade, qui sera l'occasion pour lui d'évaluer leur forme physique, ainsi que leur progression sur le technique, avant le prochain tournoi qualificatif, prévu du 20 au 29 février 2020 à Dakar (Sénégal). Quatre épreuves continentales et une épreuve mondiale de qualification se tiendront entre février et mai 2020 pour donner aux boxeurs la possibilité de se qualifier pour le tournoi de boxe des Jeux olympiques de Tokyo.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Direction générale des forêts

## Une étude en cours pour évaluer les ressources en plantes aromatiques

LA DIRECTION générale des forêts (DGF) a entamé une étude pour évaluer les ressources nationales en plantes aromatiques et médicinales, en partenariat avec des centres de recherche, a indiqué samedi à Alger son directeur général, Ali Mahmoudi.

Dans une déclaration à l'APS en marge du 4e Salon des plantes aromatiques, médicinales, à parfum et huiles essentielles, M. Mahmoudi a déclaré que cette étude était menée en collaboration avec des instituts et universités algériens à l'image du pôle universitaire de Tlemcen. Selon lui, l'Algérie compte actuellement quelque 3 000 variétés de plantes aromatiques et médicinales, dont 600 seulement sont utilisées.

«Une meilleure connaissance des vertus de ces plantes nous permet une exploitation optimale et raisonnée de nos ressources biologiques dans le but d'impulser un développement local pouvant améliorer les revenus des populations locales et de conserver au mieux notre biodiversité aussi bien forestière qu'agricole», a-t-il fait valoir. M. Mahmoudi a, par ailleurs, affirmé l'engagement de la DGF à accompagner les opérateurs de cette filière naissante, notamment dans les zones reculées du pays.

Il a cité, dans ce cadre, des projets réalisés dans le Sud et les régions steppiques et qui ont donné des «résultats encourageants», à l'image de celui de

Djelfa où d'importantes quantités de géranium sont produites. Il a également évoqué un projet lancé avec le pôle universitaire de Tlemcen pour extraire des huiles essentielles afin d'optimiser les conditions de culture des espèces aromatiques et médicinales.

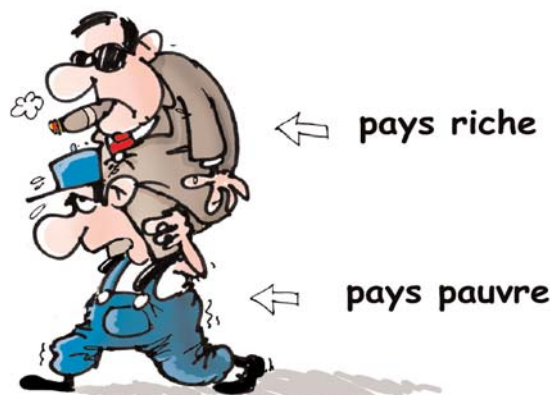
Le premier responsable de la DGF a affirmé que la 4<sup>e</sup> édition de ce Salon, qui a regroupé 29 participants de 12 wilayas, constitue une plateforme d'échanges dynamiques en producteurs, scientifiques, utilisateurs et institutions.

Pour sa part, le président du conseil national interprofessionnel de la filière des plantes à parfum, aromatique et médicinale et des huiles essentielles des plantes aromatiques (PPAM), Zidane Menouar, a affirmé que la filière a un avenir prometteur en Algérie. Pas moins de 400 producteurs activent sur le marché national, totalisant une capacité de production supérieure à 93 000 m<sup>3</sup> d'huile distillée par an, a-t-il relevé.

Interrogé sur les plantes et les huiles essentielles importées qui inondent le marché algérien, M. Menouar a expliqué que la quasi-absence de producteurs nationaux dans cette filière des années durant, avait laissé place aux «importations anarchiques». Il a assuré, toutefois, que l'offre sera meilleure avec le développement de cette filière qui va de plus en plus vers la professionnalisation.

Safy T.

## situation de l'économie mondiale



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Plusieurs quintaux saisis à Naâma, Béchar, Biskra et Ghardaïa

## L'Algérie face à l'afflux de la drogue au Sud

■ Les tentatives d'introduction de nouveaux produits visant à encourager la consommation de drogue sur le territoire national se multiplient. Malgré les mesures répressives pour la surveillance des frontières, les trafiquants prennent le risque et trouvent d'autres moyens pour faire passer leurs marchandises.

Par Meriem Benchaouia

La prospection de nouveaux marchés pour répondre à une éventuelle demande autre que celle des produits traditionnels comme le kif, telle est la nouvelle stratégie des narcotrafiants pour se positionner en Algérie. Il faut dire que les frontières Sud ont connu ces dernières années une recrudescence

du trafic de drogue, de carburant et autres boissons alcoolisées. Des mesures sécuritaires strictes déployées de manière étudiée tout au long de la bande frontalière pour limiter l'activité des narcotrafiants. Comme riposte, l'Algérie a renforcé ses dispositifs de lutte contre les stupéfiants et le résultat est perceptible. En effet, près de 600 kilogrammes de kif traité ont été saisis à Naâma, Oran, Béchar et Biskra par des détachements de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les services de Sûreté nationale et des éléments de la Gendarmerie nationale, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les services de Sûreté nationale ont saisi à Naâma/2<sup>RM</sup>, le 29 novembre 2019, une quantité de Kif traité s'élevant à 510 kilogrammes, tandis qu'un autre détachement de l'ANP et les éléments de la Gendarmerie nationale, ont intercepté un narcotrafiquant et saisi 70 kilogrammes et 400 grammes de Kif traité et 240 comprimés psychotropes à Oran, Béchar et Biskra», note la même source. Part ailleurs, des détachements de l'ANP «ont arrêté à Batnaet Bordj Badji Mokhrar, quatre individus et saisi un véhicule et

une somme de faux billets d'une valeur de 1 250 000 DA et 1 000 litres de carburant destinés à la contrebande». D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi un drone doté de camera à Bordj Bou Arreridj». Aussi, une quantité globale de 14,173 kilogrammes de kif traité a été saisie par la brigade mobile de police judiciaire dans la région d'El-Menea (275 km au sud de Ghardaïa), a indiqué la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Ghardaïa. Agissant sur informations et sous la supervision du parquet du tribunal d'El-Menea, les éléments de la BMPJ ont procédé à une perquisition dans un appartement d'un présumé dealer et ont mis la main sur cette quantité de kif traité, conditionnée sous forme de plaquettes et destinée à être écoulée sur le marché local, a-t-elle précisé dans un communiqué. Les premiers éléments de l'enquête ont permis l'arrestation du dealer et les investigations ont conduit ensuite à l'arrestation de son acolyte et la saisie également d'une somme d'argent issue de la vente de drogue estimée à 32 000 DA, ajoute le communiqué. Les suspects (30 et 40 ans) ont été déferés devant les instances judiciaires compétentes et placés sous mandat dépôt, est-il signalé.

M. B.

Sécurité énergétique

## L'Algérie abritera le 7<sup>e</sup> Sommet des chefs d'Etat du «GECF»

LES MEMBRES du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont souligné vendredi à Malabo le rôle «essentiel» du gaz naturel dans la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) et la sécurité énergétique mondiale.

Dans une déclaration rendue publique au terme du 5<sup>e</sup> Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du «GECF», auquel a pris part l'Algérie, les participants ont réaffirmé «le rôle essentiel du gaz naturel dans la réalisation des ODD, en particulier l'objectif sept, en tant que ressource naturelle respectueuse de l'environnement, abordable, fiable, accessible et flexible, garantissant le développement économique et le progrès social».

Rappelant «les droits souverains absolus et permanents

des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel», les participants, dont le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, ont mis en exergue «l'importance vitale» du développement des infrastructures de la production de gaz, pour assurer la sécurité énergétique mondiale et la mise en place de systèmes énergétiques plus durables.

La contribution «indispensable» du gaz naturel à la protection de l'environnement et, en particulier, à l'atténuation des effets du changement climatique, ainsi qu'à l'adaptation à ce dernier, ont également été citées dans la déclaration.

Les participants au Sommet de Malabo ont, d'autre part, réitéré leur détermination à renforcer la sécurité énergétique mondiale en tant que «fournisseur fiable» de gaz naturel capables de répondre à la

demande croissante en énergie dans le monde. Les chefs d'Etat et de gouvernements se sont félicités des propositions du Qatar d'accueillir le 6<sup>e</sup> sommet du GECF en 2021 et de l'Algérie pour accueillir le 7<sup>e</sup> sommet du GECF en 2023.

Toutefois, les participants ont dénoncé les désaccords politiques et économiques et les restrictions unilatérales qui, ont-ils précisé, «impactent négativement» le développement et le commerce du gaz naturel.

Ils ont aussi condamné les attaques de pirates et les actes de vandalisme contre les infrastructures énergétiques et leurs conséquences désastreuses sur le marché gazier mondial.

Halim Y./APS